

SOLIDARITÉ AVEC LA GRÈVE GÉNÉRALE EN GUINÉE ! À BAS LANSANA CONTÉ ET SON RÉGIME CRIMINEL ! HARO SUR SES SUPPÔTS D'ICI : CHIRAC, UMP ET PS ! IMPÉRIALISTES FRANÇAIS, HORS D'AFRIQUE !

Douze jours après son recommencement, la grève générale des travailleurs de Guinée-Conakry continue de paralyser le pays, comme elle l'avait fait du 10 au 27 janvier. **Le sinistre dictateur Lansana Conté et ses sbires ont choisi la répression la plus féroce.** Après les 60 morts de janvier, des dizaines de nouveaux cadavres s'amoncellent depuis le soulèvement spontané qui a éclaté le 9 février, suite à la nomination provocatrice aux fonctions de Premier ministre d'Eugène Camara, ancien ministre de l'économie et ami très proche de Conté. L'état d'urgence, la loi martiale et le couvre-feu ont été décrétés. L'armée quadrille les grandes villes. Le pouvoir organise un blocus total de l'information (fermeture des radios et journaux indépendants, des cyber-cafés, etc.). Selon les ONG, des centaines de personnes, notamment des syndicalistes, ont été arrêtées, emprisonnées, souvent torturées.

Malgré cette répression, les travailleurs et les jeunes refusent de reprendre le travail. Leur mot d'ordre de « *changement* » se concentre depuis janvier dans l'exigence du départ de Lansana Conté. Aujourd'hui, l'affrontement entre les masses et le pouvoir est dans une phase décisive. Les

travailleurs et notamment les jeunes n'ont pas attendu l'ultimatum fixé au 12 février par les directions syndicales pour descendre dans la rue, sitôt connue la nomination de Camara. Le 10, à Conakry, le cortège de Conté a été caillassé par les élèves du lycée Matam, l'obligeant à changer de voiture pendant que sa garde rapprochée tuait deux de ces jeunes. À Kankan, des manifestants ont tué un militaire qui venait de leur tirer dessus. À Labé et Pita, les bureaux des préfets ont été incendiés. À Siguiiri, l'hôtel du ministre de l'économie a été brûlé et les manifestants ont tenté de prendre d'assaut la prison. Dans beaucoup de villes, des barricades sont dressées, des villas et des bâtiments officiels sont attaqués et brûlés. Bien que Conté ait décidé d'augmenter la solde des soldats pour éviter les mutineries ou désertions, il doit faire appel au renfort de commandos libériens et des « Béréts rouges » (milices commandées par son propre fils), pour terroriser la population. Dès lundi 12, de jeunes soldats avaient quitté le camp militaire Alpha Yaya après y avoir pris les armes et munitions, pour rejoindre les manifestants et combattre les commandos libériens...

LES DIRECTIONS SYNDICALES RÉFORMISTES REFUSENT D'AFFRONTER LE RÉGIME

Malgré cette situation insurrectionnelle, les dirigeants des deux centrales syndicales (USTG et CNTG), qui ont appelé à la grève générale sur la base de revendications sociales et subi eux-mêmes la répression, s'efforcent pourtant de canaliser le soulèvement ouvrier et populaire dans le cadre du régime. Ils avaient déjà mis fin à la grève générale de janvier contre de simples promesses, alors que les masses exigeaient le départ de Conté. Même après la nomination de Camara comme Premier ministre, véritable violation des accords du 27/01, Ibrahim Fofana, secrétaire général de l'USTG, s'est contenté de déclarer : « *Nous n'avons pas de réaction, car les syndicats n'ont pas été consultés.* » Et un autre responsable de cette centrale a même affirmé que Camara était « honnête », quoique trop proche du pouvoir !

Au lieu de se battre réellement pour le départ du dictateur, les dirigeants syndicaux acceptent d'aller négocier avec ses représentants : ils les ont rencontrés les 15, 20 et 21 février, alors que leur propre « préalable » à l'ouverture des discussions (la levée de l'état d'urgence) n'avait nullement été satisfait. En se rendant à la réunion du 21/02 avec les représentants du pouvoir, I. Fofana a dit : « *Nous sommes venus (...) pour qu'ensemble, nous puissions contribuer à faire lever l'état de siège, mais aussi à faire en sorte que nous allions tous dans le sens de l'apaisement.* » Mais de quel « apaisement » peut-il s'agir, si Conté reste au pouvoir alors que les masses exigent son départ après 23 ans de dictature corrompue et sanglante ?

Il y a donc une contradiction évidente entre le mouvement des masses et l'orientation des directions syndicales. La présidente de la CNTG, Hadja Rabiadou Serah Diallo, l'a elle-même reconnu : « *C'est nous qui avons déclenché la grève. À cette phase où nous sommes arrivés, c'est elle qui nous conduit.* » Dès lors, a-t-elle précisé, « *si nous levons le mot d'ordre de grève, la base ne sera pas d'accord.* » En d'autres termes, les directions syndicales, réformistes et légalistes, voudraient trouver une sortie de crise qui préserve le régime auquel elles ont toujours été liées, mais elles ne peuvent pour le moment trahir ouvertement les travailleurs, car ceux-ci

sont déterminés à se battre et ont encore massivement confiance en elles (elles se sont montrées particulièrement revendicatives depuis un an et demi : grève générale de 48 heures en novembre 2005, deuxième grève générale en mars 2006, grève de enseignants en mai 2006, troisième grève générale pendant neuf de jours en juin 2006 — brisée par la répression, avec plusieurs dizaines de morts — et grève générale de janvier).

C'est pourquoi il faut exiger de l'USTG et de la CNTG

- **qu'elles rompent toutes « négociations » avec Lansana Conté et son gouvernement ;**
- **qu'elles exigent le départ inconditionnel du dictateur et mènent la grève générale jusqu'à la chute du régime ;**
- **qu'elles convoquent ensuite elles-mêmes des élections libres pour une Assemblée constituante qui aurait pour tâche de satisfaire l'ensemble des revendications sociales immédiates mises en avant dans la grève générale, en les finançant par l'abolition de la « dette » extérieure et par l'expropriation sans indemnités ni rachat des entreprises françaises et autres qui pillent les richesses du pays.**

Les directions syndicales ne veulent pas d'un tel programme, mais c'est la seule issue positive possible au soulèvement de la classe ouvrière et du peuple de Guinée. Il faut donc leur imposer en tenant compte de leur influence décisive sur les masses, au stade actuel de la lutte. Pour cela, les travailleurs et les jeunes doivent développer et renforcer leur auto-organisation. Ils n'ont pas d'autre choix que **d'édifier partout des comités d'usines et de quartiers, pour renforcer la grève générale jusqu'à la chute du régime et commencer à construire eux-mêmes l'alternative conforme à leurs exigences.** Et ils doivent **s'armer** pour résister aux exactions de l'armée comme aux Béréts rouges et aux commandos libériens.

Mais, pour gagner, les travailleurs de Guinée (pays qui ne compte que 10 millions d'habitants, parmi les plus pauvres du monde) ont besoin de toute la solidarité des travailleurs des autres pays africains et des pays impérialistes. C'est tout particulièrement le devoir des travailleurs de France, dont une partie des acquis est financée par le pillage des pays africains par cet État impérialiste.

HARO SUR L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ET SES VALETS DE DROITE ET DE GAUCHE !

L'État impérialiste français a toujours soutenu sans réserve le dictateur Lansana Conté, lui-même ancien militaire formé par l'armée française, arrivé au pouvoir après un coup d'État en 1984, maintenu grâce à une armée financée, formée et équipée par la France et couvert par des élections notoirement truquées... Ce soutien inconditionnel à un tel dictateur et à son régime s'explique par les avantages considérables dont disposent environ 70 entreprises françaises (dont Bouygues, Boloré, Total, BNP-Paribas, Alcatel...) en Guinée-Conakry ; la France est ainsi le premier fournisseur de ce pays et les capitalistes français participent à l'exploitation très juteuse de ses riches minerais (bauxite, diamants, or...).

Or Lansana Conté, d'ailleurs très vieux et malade, ne peut s'accrocher aujourd'hui au pouvoir malgré la puissance de la grève générale que parce qu'il dispose de ce soutien de l'impérialisme français (et des autres). Le gouvernement Chirac-Villepin a notamment déclaré qu'il était prêt à intervenir militairement si l'ordre n'était pas rétabli au plus vite : ses troupes stationnées au Gabon s'y préparent et un navire de guerre a été envoyé dans le golfe de Guinée.

De son côté, le PS a lui aussi toujours soutenu Conté quand il était lui-même au pouvoir (dès le coup d'État de 1984). Son dernier communiqué sur la situation en Guinée date de... plus d'un mois : autant dire qu'il n'est pas pressé d'user de son poids pour que cessent les massacres ! Et surtout, il se contentait alors de dénoncer formellement la répression, refusant d'exiger le départ du dictateur et demandant à Chirac de « faire pression sur le régime de Lansana Conté pour mettre un terme aux dérives autoritaires » (c'est ainsi que le PS désigne les massacres !). Il ajoutait qu'il « souhait[ait] à plus long terme » (pourquoi se presser, décidément ?) « que l'Union européenne s'engage pour soutenir la nécessaire transition démocratique et la tenue d'élections libres dans un avenir proche ». En attendant, le PS demande donc aux grévistes et manifestants de continuer à subir la répression !

Bien évidemment, le PCF se comporte ici comme ailleurs comme la cinquième roue du char conduit par Hollande, Royal et consorts. Dans son communiqué du 26 janvier (lui non plus n'en a pas fait d'autres depuis !), il dénonçait certes la « répression meurtrière », le « régime autoritaire et discrédité » et la « politique d'ajustement structurel contrôlée par le FMI », avant d'en appeler à une « solution politique » qu'il s'agit de

« trouver dans les plus brefs délais en éclairant les causes profondes de la crise : la pauvreté massive, le manque de démocratie », car « le peuple guinéen exige légitimement plus de justice, le rétablissement de toutes les libertés, et un véritable État de droit ». Mais, au-delà de ces mots vagues, le PCF ne mentionnait même pas la grève générale en cours, il ne revendiquait pas le départ du dictateur (préférant se demander gravement si « la nomination d'un nouveau premier ministre aux pouvoirs élargis en Guinée » pourrait ou non « mettre un terme à une crise dramatique »), il ne dénonçait pas l'impérialisme français et n'exigeait même pas l'annulation de la dette (se contenant de dire que « la responsabilité de la France et des autres pays du Club de Paris qui gère la dette publique est directe »).

Quant à la direction de la CGT, elle a certes le mérite, dans un communiqué du 21 février, d'appeler à une manifestation pour le 24, en « soutien au peuple guinéen », contre l'état de siège et la répression. Mais, d'une part, cette manifestation n'est pas réellement préparée ; et, d'autre part, la direction confédérale ne se prononce, elle non plus, ni sur la grève générale, ni pour que soit chassé le dictateur (elle se contente de parler comme le PS de « dérives du pouvoir guinéen » !), ni contre l'impérialisme français (elle préfère « interpell[er] à nouveau les autorités françaises » pour « user de [leur] influence pour faire cesser la répression et les arrestations, intervenir auprès de [leurs] partenaires européens pour que soient gelés les avoirs dans l'Union européenne du Président Conté, de ses proches et de tous les responsables des graves violations des droits de l'homme perpétrées depuis le 10 janvier 2007 » (mais pas avant ?) et pour « appuyer l'envoi d'une mission d'enquête internationale indépendante afin de faire la lumière sur l'ampleur de la répression, d'identifier les auteurs de ces crimes et d'établir leurs responsabilités aux fins de poursuites judiciaires ». Autrement dit, la direction de la CGT compte sur l'État impérialiste français pour faire cesser la répression mise en œuvre par celui qu'il protège et arme depuis vingt-trois ans, et demande que la preuve soit faite des crimes notoires de Conté !

La direction de la FSU s'est associée *in extremis*, le... 23 février, à l'appel à manifestation convoquée le lendemain par la CGT, en reprenant les mêmes formules. Quant à FO, le fond de ses déclarations est identique... l'appel à manifester en moins !

MOBILISONS-NOUS EN SOLIDARITÉ AVEC NOS FRÈRES DE CLASSE GUINÉENS !

Dans cette situation, les principales organisations d'extrême gauche (notamment LO, LCR et PT) ont donc une fois de plus l'occasion de montrer qu'elles pourraient être, si elles le voulaient, une véritable alternative politique aux réformistes. Hélas, elles font preuve en fait, comme d'habitude, d'une lamentable passivité : aucune n'a pris quelque initiative concrète que ce soit pour organiser la solidarité politique avec la grève générale des travailleurs guinéens, qui pourtant nous montrent héroïquement l'exemple à tous.

Pour manifester leur solidarité avec la grève générale des travailleurs de Guinée et leur dénonciation de l'impérialisme français, les travailleurs et militants d'ici ne peuvent donc, eux aussi, compter que sur eux-mêmes, leur propre mobilisation et leur propre intervention dans leurs organisations syndicales et politiques. C'est seulement de cette façon que pourra être surmonté l'attentisme et que pourra aboutir l'exigence d'une véritable mobilisation des organisations politiques et syndicales qui se réclament du mouvement ouvrier, de l'anti-impérialisme et de l'anti-colonialisme. Il faut tout faire pour que soit organisée au plus

vite une solidarité politique et matérielle des travailleurs de France avec leurs frères de classe guinéens, et notamment

IL FAUT UNE MANIFESTATION VERS L'ÉLYSÉE

Pour dire :

- Vive la grève générale illimitée des travailleurs et des masses de Guinée, solidarité politique et matérielle !
- Arrêt immédiat de la répression, levée de l'état d'urgence et de la loi martiale !
- À bas Lansana Conté et son régime !
- À bas le soutien apporté à ce régime par l'État impérialiste français et ses valets de droite et de gauche !
- Droit du peuple guinéen à disposer de lui-même et à choisir son régime !
- Retrait immédiat et inconditionnel des militaires français de Guinée et d'Afrique !
- Annulation de la prétendue « dette » de la Guinée et des autres pays d'Afrique à l'égard des banques et organismes français et internationaux !